

# Déclaration liminaire au CSA de Réseau

*séance du 14 décembre 2023*



Madame la Présidente,

Ce comité se réunit dans des conditions difficiles. Que ce soit à Bercy ou à Montreuil, rien n'est fait pour faciliter le dialogue social.

Depuis 15 jours, deux clashes en séance ici-même. Quant au ministre, il a préféré filer à Dunkerque et « briller » devant la Presse, plutôt que d'affronter les représentants du personnel à l'occasion du CSA Ministériel.

Résultats : Le cycle de discussions pour la Surveillance est au point mort. Les conditions de mobilisation des personnels pour les JO restent dans le flou et le directeur de la DGFiP réalise le casse du siècle auprès du SEJF. Sans oublier la probité des gabelous mise à mal dans les médias. En matière d'atteinte au bon renom de l'administration, notre ministre a fait très fort !  
À moins qu'il ne nous confonde avec certains de ses collègues ministre...

Il faut dire que votre bilan collectif est famélique. Pendant que de nombreux secteurs publics (Police, Gendarmerie, Pénitenciaire, Magistrature, Éducation, Hôpitaux, etc. et même une partie de la DGFiP !) bénéficient de mesures salariales, d'augmentation d'effectifs et de rénovation de matériels, la Douane est en détresse : -550 ETP en 4 ans, un régime indemnitaire figé, des LDG chaotiques et au final une perte d'attractivité qui s'accélère.

Il suffit d'étudier les résultats de l'Observatoire interne pour en avoir la confirmation directe des personnels, qui parlent de malaise au travail.

Un malaise, il y en a un aussi chez nous : à quoi sert ce CSAR si les décisions sont déjà ficelées et présentées aux médias. Un plan de LCF pour les ports français, voilà un sujet qui serait pertinent. Au lieu de cela, Thomas Cazenave annonce déjà les contours d'une restructuration d'envergure, qui rejoint d'ailleurs vos propos du 6 décembre concernant le redéploiement d'une centaine d'agents, le tout sans aucune sensibilité pour la communauté douanière.

Et comme si cela ne suffisait pas, il fait une présentation lamentable de son plan de prévention contre la corruption qui laisse à entendre que les personnels douaniers ne sont pas fiables. Que ne ferait-il pas pour capter l'opinion ?

D'autant qu'il y a eu un précédent avec le plan anti-tabac de Gabriel Attal. Nous ne doutons pas que pour un dirigeant politique, parader devant la presse est bien plus intéressant que de venir se confronter à la réalité du terrain. Mais c'est faire un bras d'honneur à nos instances !

Vous êtes tous prévenus. Nous exigeons qu'il n'y ait pas de troisième fois, auquel cas nous dénoncerions avec fracas un déni des instances sociales du ministère.

Et pourtant, quand la représentation des personnels est entendue et respectée, des accords sociaux sont possibles, comme vous le soulignez dans vos conclusions. Alors, pourquoi ce *deux poids, deux mesures* ?



# Déclaration liminaire au CSA de Réseau

*séance du 14 décembre 2023*



Appelons ça comme vous le souhaiterez : des États généraux, un Grenelle ou tout autre formulation qui pourra faire briller le ministre. Peu importe. L'essentiel, c'est que le dialogue social retrouve une place forte en continu au sein de la DGDDI et du ministère, et non par intermittence, afin de ne plus laisser la douane sur le bord du chemin comme c'est le cas depuis 2017.

Nous demandons l'ouverture d'un cycle de négociations sur l'organisation et les conditions de travail en Surveillance.

Nous demandons l'ouverture d'un cycle de discussions sur l'organisation et les conditions de travail en Opérations Commerciales.

Nous demandons la tenue d'un groupe de travail dédié au régime indemnitaire de l'ensemble de la population douanière.

Nous demandons un moratoire immédiat sur les transferts d'effectifs de la douane.

Nous demandons des moyens pour la formation professionnelle et la capacité à résorber le déficit structurel des effectifs.

Nous demandons un plan d'investissement massif pour les emplois, l'immobilier et le matériel.

Pour l'UNSA Douanes et la CGC Douanes, nous sommes donc à la veille d'une année décisive pour la douane. Celle de la prise de conscience collective de nos dirigeants, qui se traduira par un plan de reconnaissance et d'engagement envers toute une corporation. À vous de le comprendre sans délai, à moins que vous ne préfériez que ce soit les personnels, eux-mêmes, qui soient amenés à vous l'imposer d'ici l'été prochain ?

